

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE
L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES ALPES MARITIMES
P.E.P 06**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Les PEP 06
400 boulevard de la Madeleine
06000 NICE

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES
DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES ALPES MARITIMES**

Les PEP 06

400 boulevard de la Madeleine
06000 NICE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association départementale des Pupilles de l'enseignement public des Alpes maritimes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe « 5.1 Principes généraux » et « 5.1.1 Changement de méthode comptable » qui exposent le changement de méthodes comptables relatif à l'application du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 et à l'application du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 .

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

✓ Règles et méthodes comptables

Le chapitre 5 de l'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux méthodes de présentation et d'évaluation des comptes.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la mise en œuvre des méthodes comptables précisées ci-avant et des informations fournies dans les notes de l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille le 7 mai 2026

Florence DJINGUEUZIAN
Commissaire aux comptes



ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Comptes annuels consolidés 2025



■ SOLIDARITÉ ■ ÉGALITÉ ■ CITOYENNETÉ ■ LAÏCITÉ

BILAN CONSOLIDÉ 2025

BILAN CONSOLIDE - ACTIF arrêté au 31/12/2025

ACTIF		Exercice 2025			Exercice 2024
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
	Frais d'établissement (I)	35 430,00	7 591,95	27 838,05	23 185,05
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais de recherche et de développement				
	<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits, et valeurs similaires (1)	340 927,95	279 308,70	61 619,25	94 715,89
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	2 661 350,08	107 334,69	2 554 015,39	2 590 881,80
	Constructions	32 613 961,00	12 416 383,89	20 197 577,11	20 756 683,74
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 527 468,71	3 845 720,79	681 747,92	704 835,20
	Autres immobilisations corporelles	3 643 437,39	2 062 456,19	1 580 981,20	1 343 231,80
	Immobilisations corporelles en cours	1 303 582,07		1 303 582,07	1 289 766,75
	Avances et acomptes				
	<i>Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
	Immobilisations Financière				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	507 012,37		507 012,37	506 911,37
	Prêts				
	Autres	16 444,95		16 444,95	13 546,35
	TOTAL II	45 614 184,52	18 711 204,26	26 902 980,26	27 300 572,90
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Créances (2)				
	Créances redevables et comptes rattachés	934 287,01	19 780,05	914 506,96	1 463 171,72
	<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
	Autres créances	205 675,72		205 675,72	1 315 796,62
	Charges constatées d'avance	201 641,13		201 641,13	207 709,83
	Valeurs mobilières de placement	187 961,07		187 961,07	188 262,25
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	3 994 632,76		3 994 632,76	4 426 678,30
	TOTAL III	5 524 197,69	19 780,05	5 504 417,64	7 601 618,72
	Frais d'émission d'emprunt (IV)				
	Primes de Remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion - Actif(VI)				
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV+ V + VI)	51 173 812,21	18 738 576,26	32 435 235,95	34 925 376,67
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an (brut)			1 139 962,73	2 667 292,57
	(2) dont à plus d'un an (brut)				219 240,40
	(3) dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF				

BILAN CONSOLIDE - PASSIF arrêté au 31/12/2025

PASSIF		Exercice 2025	Exercice 2024
		Net	Net
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droits de reprise		
	Fonds Propres statutaires	7 628,89	7 628,89
	Fonds propres complémentaires	1 941 630,03	1 941 630,03
	Fonds propres avec droits de reprises		
	Fonds statutaires	238 881,64	248 881,64
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	9 079 154,51	8 151 881,67
	<i>dont réserves des activités sous gestion contrôlée</i>	7 630 203,62	6 702 930,78
	Reserves Autres	1 340 647,25	1 340 647,25
	<i>dont réserves des activités sous gestion contrôlée</i>	1 251 921,24	1 251 921,24
	Report à nouveau	-2 757 990,12	-2 291 495,92
	<i>dont report à nouveau des activités sous gestion contrôlée</i>	-325 250,03	-174 663,92
	Excédent ou Déficit de l'exercice	183 089,46	460 778,63
	<i>dont excédent ou déficit des activités sous gestion contrôlée</i>	391 866,59	776 686,73
	<i>Situation nette (sous-total)</i>	<i>10 033 041,66</i>	<i>9 859 952,19</i>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 652 437,61	1 793 714,92
	Provisions réglementées		
	TOTAL I	11 685 479,27	11 653 667,11
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 434 550,51	1 642 050,26
	TOTAL II	1 434 550,51	1 642 050,26
PROVISIONS	Provisions pour risques	1 392 929,21	1 290 631,38
	Provisions pour charges		
	TOTAL III	1 392 929,21	1 290 631,38
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés (titre associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	15 768 889,49	17 801 792,01
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (2)	439 475,33	447 583,24
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 367 971,69	1 133 953,07
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	86 337,24	215 273,85
	Autres dettes	76 870,44	297 010,43
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	182 732,77	443 415,32
	TOTAL IV	17 922 276,96	20 339 027,92
	Ecart de conversion - Passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV+ V)	32 435 235,95	34 925 376,67
	(1) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) dont à plus d'un an		
	(2) dont à moins d'un an	439 475,33	447 583,24

COMPTE DE RESULTAT

CONSOLIDE 2025

COMPTE RESULTAT CONSOLIDE arrêté au 31/12/2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Cotisations	4 790,00	3 980,00
Ventes de biens et services		
Ventes de bien		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	1 825 039,46	1 500 260,25
dont parrainages		
dont ventes de prestations de service des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	192 307,60	148 055,09
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	19 747 007,53	17 046 831,14
Subventions d'exploitation et participations		1 601 376,52
dont concours publics et subvention d'exploitation des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	18 226 840,22	17 234 712,92
Versement des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
dons manuels	16 876,79	32 408,47
Mécénats		
Legs, donations et assurance vie		
Contributions financières	43 503,00	229 004,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	814 323,56	645 408,88
<i>Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles</i>	34 300,00	
Utilisations des fonds dédiés	559 706,84	120 850,02
Autres produits	294 607,79	243 940,55
TOTAL I	23 340 154,97	21 424 059,83
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 889 912,02	3 786 356,82
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 174 278,65	1 061 895,04
Salaires et traitement	9 879 899,51	8 962 549,67
Cotisations sociales	4 135 176,05	3 551 364,15
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 959 201,68	1 838 348,19
Dotations aux provisions	804 403,76	662 316,74
<i>Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées</i>	13 591,42	
Reports en fonds dédiés	425 207,09	808 231,36
Autres charges	431 504,76	150 107,69
TOTAL II	22 713 174,94	20 821 169,66
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	626 980,03	602 890,17

COMPTE RESULTAT CONSOLIDE arrêté au 31/12/2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation	3,05	3,05
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	44 432,05	41 475,10
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs immobilières de placement		
TOTAL III	44 435,10	41 478,15
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	468 442,90	413 384,14
Différences négatives de charges		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements		
TOTAL IV	468 442,90	413 384,14
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-424 007,80	-371 905,99
3. RESULTAT COURANT avant impôts	202 972,23	230 984,18
PRODUITS EXCEPTIONNELS		491 704,75
Produits exceptionnels		
TOTAL V		491 704,75
CHARGES EXCEPTIONNELLES	9 218,77	251 955,30
Charges exceptionnelles	9 218,77	
TOTAL VI	9 218,77	251 955,30
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-9 218,77	239 749,45
Participations des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	10 664,00	9 955,00
Total des produits (I + III + V)	23 384 590,07	21 957 242,73
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	23 201 500,61	21 496 464,10
EXCEDENT OU DEFICIT	183 089,46	460 778,63
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	391 866,59	776 686,73
Incorporation du résultat antérieur		
RESULTAT AU BILAN	183 089,46	460 778,63
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025

1. Objet social

L'objet social de l'association, décrit à l'article 1.2 de ses statuts s'applique au territoire des Alpes Maritimes.
L'Association :

- contribue à la lutte contre les exclusions et les inégalités sociales, économiques et culturelles, d'accès aux soins, à l'éducation, à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale, en concourant au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale ;
- contribue à l'édification d'une société inclusive, permettant à chaque citoyen de jouer le rôle social qu'il souhaite ;
- apporte un accompagnement matériel, moral et social, aux enfants, aux adolescents, aux adultes, à leur famille, à leurs proches aidants tout particulièrement, aux personnes en situation de pauvreté, de vulnérabilité ou de fragilité, d'exclusion sociale, de maladie, de handicap ou de perte d'autonomie, hospitalisés ou ayant besoin d'une protection ;
- met en œuvre l'hébergement des personnes malades ou handicapées suivies en soins ambulatoires et des familles fragilisées par la maladie ou le handicap, ainsi que l'hébergement de répit pour les aidants comme pour les aidés ;
- participe à leur éducation, à leur formation et à leur insertion sociale et professionnelle dans une société inclusive ;
- permet à toute personne d'accéder à ses droits, à la santé, à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, aux loisirs, à une vie culturelle ou à des activités sportives afin de faciliter l'exercice de sa citoyenneté ;
- participe au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social, culturel, de loisirs, sportif, etc.

L'association réalise son objet social par l'action de ses bénévoles d'une part et d'autre part, elle emploie des salariés dans le cadre de sa gestion directe d'établissements et services des secteurs médico-social, sanitaire, de l'éducation ou des loisirs.

L'Association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public des Alpes Maritimes (PEP 06) est une association membre de la fédération nationale des PEP. Les PEP 06 agissent pour l'émancipation de tous, par l'accès à la formation, l'éducation, la culture, les soins de santé et les loisirs.

Les PEP mènent leurs actions dans les domaines de l'éducation, du handicap, de la santé, du logement, de l'emploi, du social, des loisirs et du tourisme social.

Avec plus de 1250 établissements et services sur l'ensemble du territoire national, 20 000 salariés, 8 000 bénévoles, et un compte de résultat combiné consolidé à hauteur d'un milliard d'euros, les PEP accompagnent aujourd'hui plus de 100 000 bénéficiaires : enfants, adolescents et adultes.

L'association est membre de l'Association Régionale des PEP PACA. L'ARPEP Sud PACA favorise les échanges de pratiques entre professionnels des ESMS PEP et facilite les liens entre établissements notamment pour ce qui concerne le suivi des situations complexes et la mise en œuvre d'une RAPT.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les comptes annuels de l'Association des PEP 06 regroupent 18 établissements et services comptables.

Les structures qui ont des activités soumises à autorisation par l'Agence Régionale de Santé PACA font l'objet d'un Etat Réalisé des Recettes et Dépenses. Le principe posé par la loi est une libre affectation de leurs résultats dans le respect des dispositions contenues dans le CPOM 2019-2023. Ce contrat, en date du 2 décembre 2024, a fait l'objet d'une première prorogation par voie d'avenant jusqu'au 31 décembre 2024 et intègre désormais la Maison d'accueil Spécialisé (MAS « de Vence ») ainsi que l'Unité résidentielle pour adultes présentant des troubles du spectre de l'autisme. Par courrier du 26 décembre 2024, le CPOM a fait l'objet d'un premier renouvellement jusqu'au 31

décembre 2025. Un CPOM tripartite ARS, département 06 et PEP 06 pour la période 2025-2029 a également été signé le 8 juillet 2025, pour l'AJPA (accueil de jour pour personnes âgées) « Les villages perchés ».

Situation au 31 décembre 2025 :

Etablissement ou service	Variation Périmètre	Gestion Contrôlée		Gestion Propre
		ARS	CD06	
Dispositif ROSSETTI				
Institut Education Motrice Semi-Internat		X		
Hébergement TTH		X		
Services d'Education et de Soins Spécialisés A Domicile et UEEA, Rossetti - Nice		X		
Services d'Education et de Soins Spécialisés A Domicile, Rossetti - Antibes		X		
Services d'Education et de Soins Spécialisés A Domicile, Rossetti - Toulon		X		
Communauté 360		X		
Plateforme de répit		X		
Coopératives				X
Centre de Santé				
Centre de Santé				X
IDA Clément ADER				
Institut Education Sensorielle Semi-internat DA		X		
Service de Soutien à l'Education Familiale et à la Scolarisation DA		X		
IDV Clément ADER				
Institut Education Sensorielle Semi-internat DV		X		
Service d'Accompagnement Familial et d'Education Précoce - Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à la Scolarisation DV		X		
Coopératives				X
IME Henri MATISSE				
Institut Médico Educatif et UEEA, UEMA, semi-internat	X	X		
Coopératives				X
SESSAD Henri MATISSE				
Services d'Education et de Soins Spécialisés A Domicile		X		
Dispositif GATTIERES				
Accueil de Jour pour Personnes Agées		X	X	
Maison de Santé Pluri-disciplinaires				X
MAS VENCE				
Equipe Mobile Hors Murs		X		
Maison d'Accueil spécialisé		X		
Unité Résidentielle Adulte Autiste		X		
Accueil de Jour		X		
Autres				
Siège social		X		
APADHE / SAPAD				X
Association				X
Centre de montagne Beuil				X
Service Accompagnement de la Scolarité				X
Service Accompagnement dans l'emploi				X
Service Handicap formation	X			X
Maison d'Accueil Hospitalière				X

Aujourd'hui, les PEP 06, ce sont :

- Des établissements et services médico-sociaux qui assurent, par une prise en charge de qualité, des soins, une éducation, un accompagnement à plus de 550 personnes en situation de handicap. L'accès à l'autonomie, l'assistance matérielle et la protection morale favorisent l'épanouissement des bénéficiaires ;
- Des prestations d'accompagnement de l'enfant et de sa famille ;
- Des séjours éducatifs et pédagogiques ;
- Un centre médical de santé spécialisé pour personnes en situation de handicap.

Le Conseil d'administration, composé de 17 membres est présidé par M. Patrice Dandreis. A ce jour, l'association compte plus de 300 salariés dans 5 établissements et 13 services.

L'engagement de l'association est d'apporter dans une démarche globale et accrue de qualité, des réponses adaptées aux besoins des personnes vivant avec handicap, en privilégiant le droit commun et dans une visée de société inclusive.

Les PEP 06 :

- o ont acquis une expérience d'organisation d'accueil de bénéficiaires en situation critique ou complexe et nécessitant une poursuite d'accompagnement sur site en hébergement complet depuis la période de premier confinement en 2020 ;
- o ont développé une expérience d'accueils séquentiels en internat.

Les PEP 06 disposent :

- o D'un **centre polyvalent de santé, spécialisé handicap**, qui porte la consultation dédiée des Alpes Maritimes (Handiconsult) pour personnes dyscommunicantes. Depuis le 1^{er} juillet 2022, la spécialité dentaire a été ajoutée à l'offre pour les personnes en situation de handicap. **Le Centre polyvalent de santé et dentaire, spécialisé handicap** est situé dans l'enceinte du site Emile SERNA, 400 boulevard de la Madeleine à Nice, où est localisé l'hébergement tout type de handicap.
- o De partenariats forts tissés avec les associations gestionnaires d'ESMS secteur enfance dans les Alpes Maritimes, ainsi qu'avec l'ARS DT06, la MDA 06, le Conseil Départemental, la direction départementale des services académiques ; collaboration régulière avec les associations de parents d'enfants handicapés ;
- o De personnel qualifié et volontaire, ayant démontré sa polyvalence et ses capacités d'adaptation ;
- o De locaux d'hébergement neufs et adaptés avec chambres individuelles avec salles de bain privatives et TV individuelles, et un studio d'autonomie, d'une flotte de véhicules aménagés à disposition, d'espaces éducatifs, rééducatifs et récréatifs adaptés sur place ;
- o De locaux d'hébergement traités avec des teintes adaptées à l'accueil des jeunes avec TSA, de mobilier fonctionnel et solide, de plusieurs chambres équipées pour des jeunes non autonomes dans leurs transferts (fauteuil, lit, douche, toilettes, ...), de plusieurs chambres domotisées ;
- o D'une organisation autour de la plateforme médico-sociale existante PEP06 permettant une mutualisation des fonctions support (Ressources Humaines, comptabilité/gestion, systèmes d'information, logistique, restauration, ...).

3. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

3.1. Investissements

3.1.1 Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : **2 448,57 euros**

Matériel de bureau et informatique pour un montant de **2 448,57 euros** pour la mise en service 2025 à l'IES Rossetti, à l'IES Ader et au service EPCH de matériel informatique acquis en 2024.

3.1.2 Engagés et terminés dans l'exercice : **1 553 277,46 euros**

Frais d'évaluation pour un montant de **11 700,00 euros** en lien avec la conclusion de l'évaluation externe mis en œuvre en 2024-2025 par l'établissements IEM Rossetti.

Constructions et aménagement sur sol propre pour un montant de **498 911,50 euros** dont :

- Travaux de rénovation des étages du Bâtiment A à l'IES Rossetti pour **124 017,63 euros**,
- Travaux de rénovation du réfectoire à l'IES Rossetti pour **217 596,46 euros**,
- Travaux de rénovation des ascenseurs à l'IES Rossetti pour **65 678,40 euros**,
- Travaux d'installation de rails au plafond à l'IES Rossetti pour **72 738,50 euros** financés à hauteur de 25 000 € par le FIPU (Fond d'investissement pour la prévention de l'usure professionnelle),
- Travaux de réaménagements divers à « la Maioun » MAS de Vence pour **15 485,95 euros** ;
- Travaux divers à l'IME Matisse pour **3 394,56 euros** ;

Constructions et aménagement sur sol d'autrui pour un montant de **225 364,28 euros** dont :

- Travaux de réfection de la toiture et de la climatisation à l'IES ADER pour **217 225,71 euros**,
- Travaux divers à l'IES ADER pour **5 616,98 euros**.
- Travaux divers à la Maison d'accueil hospitalière pour **2 521,59 euros**.

Installations spécifiques pour un montant de **22 820,78 euros** dont :

- Acquisition de matériels divers à l'IES Rossetti pour **20 888,17 euros** ;
- Mise en place de la signalétique à la Maison d'accueil hospitalière pour **1 932,61 euros** ;

Installations techniques Matériel et outillage pour un montant de **188 310,80 euros** dont :

- Renouvellement pièces EOS Imaging au Centre de Santé pour **138 721,70 €**, financé par le Fond d'intervention régionale 2025,
- Acquisition d'équipements médicaux pour le déploiement de la télémédecine au Centre de Santé pour **13 397,52 euros**, financés par le Fond d'intervention régionale 2024 ;
- Acquisition de matériel pour la ré-internalisation du service de blanchisserie à « la Maioun » Mas de Vence pour **5 400,00 euros**
- Aménagement de l'espace Snoezelen à l'IME Matisse pour **11 994,00 euros** ;
- Acquisition de matériel pour les ateliers de service et de jardinage à l'IME Matisse, financés par la Taxe d'apprentissage pour **8 519,58 euros** ;
- Acquisition de matériel informatique à l'IES Ader pour **10 278,00 euros**, financés majoritairement par DONS en numéraire et en nature.

Installations générales pour un montant de **5 620,73 euros** pour la fourniture et pose de store coffre à « la Maioun » Mas de Vence.

Matériel de transport pour renouvellement du parc véhicules pour un montant de **505 106,49 euros** dont :

- Acquisition d'un véhicule Renault Symbioz au Siège pour **29 176,00 euros**,

- Acquisition de deux véhicules Renault Dacia Sandero, à l'IEM Rossetti pour **31 816,00** euros,
- Acquisition de deux véhicules Renault Master PMR, à l'IEM Rossetti pour **157 745,99** euros,
- Acquisition de deux véhicules Renault Kangoo PMR, à l'IEM Rossetti pour **103 754,70** euros,
- Acquisition de trois véhicules Renault Dacia Sandero à l'IES ADER pour **46 350,00** euros,
- Acquisition d'un véhicule Renault Dacia Sandero à l'IME Matisse pour **15 908,00** euros,
- Acquisition d'un véhicule Renault Kangoo PMR au Centre de Santé pour **34 584,90** euros,
- Acquisition d'un véhicule Renault Kangoo PMR à « la Maioun » Mas de Vence pour **34 584,90** euros,
- Acquisition d'un véhicule Renault Trafic à « la Maioun » Mas de Vence pour **35 736,00** euros,
- Acquisition d'un véhicule Renault Sandero à « la Maioun » Mas de Vence pour **15 450,00** euros.

Matériel de bureau et informatique pour un montant de **83 004,30** euros dont :

- Acquisition de matériels informatiques divers au siège pour **9 222,93** euros,
- Acquisition de postes informatiques pour renouvellement à l'IEM Rossetti pour un montants de **7 883,18** euros et de mobilier pour **7 331,68** euros,
- Acquisition de matériel informatique divers à l'IES ADER pour **2 000,04** euros,
- Acquisition de matériel informatique divers à l'IME MATISSE pour **5 485,91** euros,
- Acquisition de mobilier spécifique pour le déploiement du nouveau service UEMA (Unité d'enseignement Maternelle Autisme) pour **17 219,30** euros ;
- Acquisition de matériel informatique divers au Centre de Santé pour **2 322,51** euros,
- Acquisition de matériel informatique pour le déploiement de la télémédecine au Centre de Santé pour **10 680,00** euros, financé par le Fond d'intervention régional 2024 ;
- Acquisition de matériel informatique divers à l'accueil de jour pour personnes âgées pour **2 201,10** euros,
- Acquisition de matériel informatique divers au service EPCH et RHF pour **5 555,74** euros et de mobilier principalement pour le déploiement du nouveau service RHF pour **9 225 ,52** euros,
- Acquisition de mobilier divers à la Maison d'accueil hospitalière pour **1 699,00** euros
- Acquisition de matériel informatique à « la Maioun » Mas de Vence pour **384,00** euros et de mobilier renforcé pour **1 793,39** euros.

Autres immobilisations pour un montant de **9 990,00** euros dont :

- Acquisition d'un Instrument de musique adapté aux personnes en situation de handicap BAO-PAO dans le cadre de l'obtention de l'appel à projet FGPEP 2024 pour **9 990,00** euros,

3.1.3 Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : **16 263,89 euros**

- Les honoraires du géomètre, mise à jour de la notice hydraulique, pour le bâtiment « Graniou » situé au 395 Bd de la Madeleine à Nice pour **780,00** euros dans le cadre du dépôt de demande de permis de construire,
- Acquisition de matériels de bureau et informatique pour mise en service en 2026 pour **4 152,00** euros.
- Travaux de curage et évacuation du Centre de montagne de Beuil, pour un montant de **16 371,89** euros et avoir concernant les contrôles de sécurités facturés en 2024 pour **5 040 ,00€**, dans le cadre de l'étude de réhabilitation du site, lancé lors du CA du 17 octobre 2024

3.2. Ressources humaines

- Recrutements de l'exercice : le nombre de recrutements en CDI s'est élevé à **62** personnes à comparer à **101** au titre de l'exercice précédent et à **40** en 2023.

	Recrutement CDI	
	2025	2024
Cadres/fonctionnaires de direction	2	3
Médecins	1	5
Autres cadres	3	4
Non cadres	56	89
Total	62	101

- Répartition des effectifs salariés à fin décembre 2025 :

	ETP réels / poste occupé au 31/12/2025											
	Dispositif Rossetti	IES Ader	IME Matisse	Centre de santé	AJPA	MAH	EPCH	AESH	La Maioun MAS de Vence	RHF	Siège	TOTAL
CDI	104,51	38,85	26,05	15,95	2,87	3	5,9	0	55,43	4	16,67	273,23
CDD	2	0	3	1,2	0	0	0	0	1	0	1	8,2
TOTAL	106,51	38,85	29,05	17,15	2,87	3	5,9	0	56,43	4	17,67	281,43

Masse salariale : le montant de la rémunération brute annuelle versée s'est élevé à **9 496 K€** à comparer à **8 692 K€** au titre de l'exercice précédent.

	Masse salariale brute annuelle	
	2025	2024
Cadres/fonctions de direction	1 228 602,51 €	697 748,00 €
Médecins	449 247,98 €	430 977,00 €
Autres cadres	584 023,95 €	114 553,00 €
Fonctionnaires	8 639,51 €	8 963,00 €
Non cadres	6 986 532,78 €	6 064 554,00 €
Contrats aidés	239 409,94 €	375 418,00 €
Total	9 496 456,67 €	8 692 213,00 €

3.3. Autres moyens/dépenses engagées

- ✓ Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'association s'est élevé à 12 255 heures à comparer à 16 869 heures au titre de l'exercice précédent.
- ✓ Informatique : le montant des dépenses liées aux systèmes d'information s'est élevé à 303 K€ à comparer à 297 K€ euros au titre de l'exercice précédent.
- ✓ Frais d'entretien et de maintenance des bâtiments : le montant des frais d'entretien et de maintenance s'est élevé à 286 K€ à comparer à 426 K€ au titre de l'exercice précédent.

4. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

— Le secteur médico-social :

L'Association a remporté un appel à candidature dans le cadre de la stratégie nationale pour les Troubles du Neurodéveloppement.

IME HENRI MATISSE

Ouverture d'une Unité d'enseignement maternelle Autisme (UEMA) pour l'Académie de NICE pour 7 places à la rentrée scolaire 2025.

Implantées en écoles maternelles ordinaires, les unités d'enseignement associent enseignants et professionnels médico-sociaux. Elles permettent une prise en charge précoce et globale des enfants accueillis. L'accompagnement des enfants avec autisme dès le plus jeune âge doit permettre de mobiliser leurs capacités d'inclusion et d'apprentissage grâce à des approches éducatives, thérapeutiques et des enseignements adaptés.

LA MAIOUN - MAS DE VENCE

Pérennisation de l'Accueil de Jour – remporté dans le cadre du plan AMI 50 000 solutions et financé en 2024 par le Fond d'intervention régionale pour 5 places, la décision tarifaire modificative 2025 - Phase II est venue pérenniser le service pour 6 places autorisées et 5 financées.

Ce dispositif accompagne des adultes porteurs de troubles psychiques et de TSA en attente de places en établissement médico-social, des jeunes en aménagement Creton en établissement pour enfant ou les personnes qui choisissent l'accueil de jour comme modalité d'accompagnement.

LA MAIOUN - MAS DE VENCE

Extension des places de la MAS Hors Murs - pour 3 places supplémentaires et 6 places au total. Remportées dans le cadre du plan AMI 50 000 solutions et financées en 2024 par le Fond d'intervention régionale pour 3 places supplémentaires, la décision tarifaire modificative 2025 - Phase II est venue pérenniser l'extension.

Ce dispositif accompagne des personnes vivant à domicile sans solution, en liste d'attente d'une place adaptée et/ou en situation critique. Les prestations dispensées sont une alternative à l'absence d'accompagnement spécialisé, favorisent l'inclusion et offrent un temps de répit aux aidants.

LA MAIOUN - MAS DE VENCE

Transformation des places d'hébergement permanent « classique » en places d'hébergement permanent « renforcées » - pour 6 places dans le cadre du plan AMI 50 000 solutions.

Ce dispositif accompagne adultes déjà accueillis sur la MAS de Vence nécessitant une prise en charge adaptée à leurs problématiques afin d'éviter la rupture de parcours ou le retour en secteur sanitaire.

— Le secteur PELVCS (Politiques Educatives Loisirs, Vacances, Culture et Sport)

- **Centre de montagne de Beuil** : Projet en cours de transformation en Lieu de vacances et de répit pour tous.
- **Service RHF** : obtention d'un marché, dans le cadre d'un appel d'offre régional de l'AGEFIPH, portant sur les prestations Ressource Handicap Formation en Région Provence-Alpes-Côte d'azur et Corse.
Les activités visées par le marché consistent à contribuer à la mobilisation de l'ensemble du système des acteurs de la formation sur les questions de l'accès des personnes handicapées aux formations et de l'accessibilité des organismes de formation et CFA ;
- **Service AESH** : A l'issue de la convention arrivée à échéance le 31 août 2025, le soutien financier du conseil départemental relatif à la convention AESH a été réorientée. Le conseil d'administration du 15 juillet a alors pris la décision de procéder à la fermeture du service. Le service de soutien aux élèves en situation de handicap des Alpes Maritimes intervenait en milieu scolaire depuis la rentrée de septembre 2007 et a rendu de nombreux services aux enfants en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire.

Le conseil départemental a néanmoins analysé les problématiques financières en lien avec la fermeture et proposé une nouvelle convention couvrant la période de septembre 2025 à fin février 2026 pour l'accompagnement des salariés jusqu'à l'obtention du diplôme.

— **Eléments sociaux :**

- Mise en place d'un accord d'entreprise relatif à la mobilité durable visant à formaliser la mise en place de dispositifs valorisant les comportements « éco-responsables », afin d'encourager les salariés à améliorer notamment leur mobilité entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail et à utiliser, pour ces déplacements, des modes de transports alternatifs et moins polluants.

4.2. Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Néant

5. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

5.1. PRINCIPES GENERAUX

Les règlements ANC 2018-06 et 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

A partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2025 sont applicables le règlement ANC n. 2022-06 relatif au plan comptable général et le règlement n. 2023-03, concernant les personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ces règlements introduisent des modifications visant à simplifier et moderniser le plan comptable général issu du règlement ANC 2014-03, sans en modifier les règles fondatrices.

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du code de l'action sociale et des familles, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, au règlement ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1. Changement de méthode comptable

Notre association a appliqué pour cet exercice clos les règlements ANC 2022-06 et 2023-03 visant à moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes.

La mise en application de cette présentation à partir du 1er janvier 2025 comporte un changement de méthode comptable ayant des incidences sur :

- La présentation du résultat exceptionnel : ne sont plus comptabilisés en résultat exceptionnel que les produits et les charges directement liés à un événement « majeur et inhabituel ».
- La suppression du compte 777 concernant les reprises de quote-part de subventions d'investissement a un impact significatif sur la présentation des comptes de l'association et la comparabilité des comptes avec l'exercice antérieur.
La reprise des quote-part des subventions d'investissement au résultat de l'exercice, par le crédit du compte 747, se fait en rubrique d'exploitation du compte de résultat ainsi que les ventes et les cessions de biens, par crédit du compte « 757 – Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ».

L'effet de la réforme sur le résultat d'exploitation est le suivant :

Nature de l'enregistrement comptable	2025	2024
Quote-part de subventions reprises au compte de résultat	174 796,89	189 754,27
Produits sur exercices antérieurs	-	
Produits de la cession d'immobilisations	34 300,00	53 200,00
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	- 13 591,42	- 2 623,45
SOUS TOTAL réclassé en résultat d'exploitation	195 505,47	240 330,82
RESULTAT D'EXPLOITATION selon règlements ANC 2022-06 et 2023-03	626 980,03	843 220,99
RESULTAT D'EXPLOITATION avant application des règlements	430 835,56	602 890,17
<i>ECART</i>	<i>196 144,47</i>	<i>240 330,82</i>

- La suppression des comptes de transfert de charges 791 indiqué dans le règlement instaure une utilisation spécifique selon la nature de l'enregistrement comptable :
 - o Les refacturations de services ou de personnes détachées vers d'autre entités tierces sont inscrites dans des comptes « 708 - prestation de services facturées » ;
 - o Les remboursements reçus en compensation des charges de personnel sont enregistrés au crédit du compte « 649 - Remboursement de charges de personnel » ;
 - o Les indemnités d'assurance couvrant un sinistre sont comptabilisées au crédit du compte « 7587- Indemnités d'assurance ».
- Les états financiers sont présentés selon les modèles prévus par le règlement ANC n°2018-06 modifié. Les modèles dits « développés » ont été supprimés. Seuls les modèles réglementaires sont utilisés.

5.1.2. Changements d'estimation

Notre association n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3. Corrections d'erreurs

Notre association n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2. DEROGATIONS

Notre association n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Notre association utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- la comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Le choix de notre association parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-03 pour traiter les opérations suivantes est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe :

- les coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible en application de l'article 213-9 ;
- l'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;
- l'amortissement des primes de remboursements d'emprunt en application de l'article 212-10 ;
- les frais d'émission d'emprunt en application de l'article 212-11 ;
- les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base suivantes :

continuité de l'exploitation
permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

6. Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'association, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'association contrôle du fait d'évènements passés et dont elle

attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'association, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'association ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- d'appréhender son legs ;
- d'avoir droit aux fruits ;
- de s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'association est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'association.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

6.1. Actif immobilisé

L'Association a pris en considération depuis l'arrêté des comptes 2008 la réforme des règles comptables arrêtées par le Comité de Réglementation Comptable et qui régissent d'une part la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs (Règlement 2004-06 du 23 novembre 2004), d'autre part, l'amortissement et la dépréciation des actifs (Règlement 2002-10 du 12 avril 2002) .

Les composants ainsi que les durées d'amortissement retenus pour chacune des constructions inscrites à l'actif sont détaillés ci-après :

Définition des composants construction	Commentaires	Durée
Terrain	Non Amortissable	
Agencements du terrain	Plantations	10
Construction		
Structure Médico-Sociale	Gros œuvre/Terrassement/VRD/Honoraires Contrôle et architecte/Assurance	30
Structure Centre de vacances et autres	Gros œuvre/Terrassement/VRD/Honoraires Contrôle et architecte/Assurance	40
Construction avec bail emphytéotique	Amortissement selon la durée du bail	
Etanchéité/Couverture	Etanchéité/Charpente Métallique	20
Menuiserie	Bois et Alu	20
Plomberie/Electricité	Plomberie, électricité, chauffage, ventilation	15
Ascenseurs		15
Agencements	Sols souples, sols durs, cloisons Portes, faux plafond, cadre cuisine Central téléphonique Plaques commémoratives	15
Agencements spécifiques	Balnéo, Nage à contre courant, Lecteur de badges Cuisine thérapeutique Stores Alarme	5

A compter du 01/01/08, les autres immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire, selon la durée de vie prévue, à savoir :

Nature des immobilisations	Détails	Durée
Frais d'établissement	Frais d'évaluation	5
Logiciels	Logiciel d'exploitation bureautique < 1.000 €	1
	Autres logiciels	3
Installation générale Agencements divers	Stores d'intérieur	5
	Stores extérieurs électriques	5
	Stores extérieurs manuels	10
	Barrière / Portillon	10
	Etagères / Rayonnages	10
	Antenne / Sat.	10
	Sèche-cheveux muraux	5
	Détecteur optique	15
	Garage métallique	15
	Portail	20
	Panneau signalétique	15

Nature des immobilisations	Détails	Durée
Installations / Agencements s/sol d'autrui	Durée d'utilisation limitée à la durée du bail	
Installation à caractère spécifique	Matelas à eau, projecteur à effets solaire	5
	Panneaux muraux, lumières en échelle	
	Tambour siège, fibres optiques	
Matériel et Outillage	Perceuse, chariots d'entretien, machines	5
	Extincteurs, échafaudage	
	Matériels électriques	
Matériel médical	Fauteuils roulants manuels	10
	Fauteuils roulants électriques	5
	Tests et bilans psychométrique, ortho, kiné	5
	Matériel médical électronique (en fonction de la fragilité)	5 ou 3
	Autres matériels médicaux électriques	5
	Autres matériels médicaux non électriques	10
Matériel pour activités sportives	Fauteuil sport	10
	Baby foot	7
	Ski	8
	Fauteuil ski	5
	Vélos, tricycles, karts non électriques	10
	Camping	10
	Autres matériels et équipements sportifs non électriques	10
	Autres matériels et équipements sportifs électriques	5
Matériel de cuisine	Matériels électriques	5
	Matériels électriques depuis le 1/1/2011	6
	Matériels non électriques	10
Matériel buanderie et laverie		5
Matériel audio-visuel		5
Matériel de transport	Véhicules 4 roues acquis depuis le 1/1/2025	7
	Véhicules 4 roues acquis depuis le 1/1/2011	6
	Véhicules 2 roues	4
Matériel de bureau	Informatique administrative	3
	Informatique éducative, médicale & rééducation	3
	Informatique éducative, médicale & rééducation acquise depuis le 1/1/2011	4
	Autres (photocopieurs, fax...)	5
Mobilier	Bureaux	10
	Lits	10
	Tables	10
	Tout mobilier (restauration, hôtellerie, classes, bureaux	10

6.2. Subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables (anciennement comptes 102600 et 103600)

Jusqu'au 31 décembre 2019, la méthode de comptabilisation différait selon que le coût du renouvellement des immobilisations était supporté ou non, par l'association. Ces dispositions spécifiques sont supprimées par le règlement n°2018-06 à effet du 1^{er} janvier 2020 (exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2020). Il convient désormais d'appliquer le cadre général pour comptabiliser les subventions d'investissement. Les subventions sont reprises au rythme de l'amortissement du bien financé.

La suppression des dispositions spécifiques entraîne un changement de méthode comptable, nécessitant un traitement rétrospectif. Au 1^{er} janvier 2020, les comptes 102600 et 103600 des fonds propres ont été supprimés et le traitement comptable applicable aux subventions via les comptes 131 et 139 reconstitués.

6.3. Legs et donations

Au 1^{er} janvier 2020, les comptes 102500 et 103500 (legs et donations, sans ou avec droit de reprises) ont été supprimés du plan des comptes de la M22bis. Les sommes ont été basculées vers les comptes 102400 et 103400 (autres fonds propres sans ou avec droit de reprise)

6.4. Subventions d'investissement et crédit non reconductibles affectés à des biens non renouvelables (comptes 13)

Les subventions sont traitées suivant la méthode préconisée par les règlements ANC 2018-06, ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatifs au plan comptable général.

En application de la nouvelle réglementation sur les actifs, les subventions d'un montant significatif (10%) ayant contribué au financement des constructions ont fait l'objet en 2008 d'une décomposition en vue d'être rapportées aux résultats selon le même rythme que l'amortissement des composants auxquels elles se rapportent.

6.5. Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature sont évaluées et donnent lieu à une information dans l'annexe, sans être enregistrées dans les écritures comptables.

6.5.1. La valorisation du bénévolat des administrateurs

La valorisation du bénévolat des administrateurs est estimée sur la base des listes d'émargement des administrateurs dans chacune des réunions auxquelles ils ont participé tout au long de l'année.

Il a été ajouté un temps hebdomadaire correspondant à 0,2 etp sur l'année pour deux administrateurs (principalement le Président, mais également les Vice-présidents, le Trésorier ou le Secrétaire général).

Le temps passé par les administrateurs donne lieu à une classification :

- lorsque les réunions concernent la vie associative statutaire, les conseils d'administration ou la participation des administrateurs, es qualité, à différentes commissions, **le temps est mesuré et nous apportons l'information sur le temps passé.**
- lorsque la contribution d'un administrateur aurait dû être remplacée par celle d'un salarié, alors, **outre l'information sur le temps passé, nous apportons l'information supplémentaire de la valorisation en euros de cette contribution.** En effet, c'est uniquement la contribution par des membres de l'Association qui assurent bénévolement un travail qui devrait normalement être assuré par du personnel salarié qui est valorisée.

Le temps de déplacement n'est pas pris en compte pour les réunions ou manifestations qui ont lieu à Nice.

Le barème suivant pour valoriser ce bénévolat :

- **fonction dirigeant :** 5 fois le SMIC augmenté des charges patronales
- **cadres responsables d'activités :** 3 fois le SMIC augmenté des charges patronales
- **employés, ouvriers :** 1,2 fois le SMIC augmenté des charges patronales

Dans notre Association, c'est le bénévolat des administrateurs qui est valorisé. En conséquence et conformément à ce barème, nous positionnons l'intervention de tous les administrateurs dans la catégorie : fonction dirigeant.

6.5.2. Le personnel mis à disposition

6.5.2.1. Le personnel Education nationale mis à la disposition

Dans les trois établissements médico sociaux pour enfants, des fonctionnaires, personnels enseignants, sont **mis à la disposition**. Ils contribuent par leur action à l'activité de notre Association au bénéfice des élèves accueillis. Ces personnels sont rémunérés par le Ministère de l'Education Nationale.

6.5.2.2. Les locaux mis à disposition

L'Institut d'Education Sensorielle Clément Ader occupe des locaux qui sont la propriété de la Ville de Nice.

Un bail emphytéotique d'une durée de 25 ans, les met à disposition des PEP 06 pour y loger l'IES après que le Conseil départemental des Alpes maritimes y ait réalisé, en 1993, des travaux d'agrandissement et d'adaptation des bâtiments à leur usage actuel.

L'établissement est exonéré du paiement de la taxe foncière.

6.6. Engagement retraite

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière que l'Association devra verser au départ à la retraite de l'ensemble de ses salariés a fait l'objet d'une évaluation selon les dispositions des Conventions Collectives applicables, d'un taux de présence moyen ainsi que d'une probabilité de survie estimée selon des tables de mortalités ainsi que d'un taux d'actualisation. L'information est mentionnée dans l'Annexe et n'a donné lieu à aucune provision dans les comptes.

En 2025, un contrat de gestion externe des Indemnités de fin de carrière a été souscrit auprès d'une société d'assurance. Un versement de cotisation destiné à la couverture d'une partie des engagements de retraite de l'association a été réalisé pour un montant de 170 000 € et comptabilisé en charge dans une subdivision du compte 647 – « Autres charges sociales ».

6.7. Provisions Règlementées

Le compte 142 « provision pour renouvellement des immobilisations » a été supprimé au 1^{er} janvier 2020 (règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif, se substituant au 1^{er} janvier 2020, à l'avis CNC n°2007-05 du 4 mai 2007).

6.8. Fonds dédiés

La partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis et qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris est constatée à la clôture de l'exercice. Il apparaît en « engagements à réaliser sur ressources affectées » (cpte 689) dans le Compte de Résultat ainsi qu'au Passif du bilan en « Fonds dédiés » (19) afin de constater l'engagement pris de poursuivre la réalisation desdits projets.

Le règlement 2018-06 a apporté certaines précisions, telles que :

- la possibilité d'affecter en fonds dédiés des ressources reçues pour financer un investissement. Le fonds dédié est alors repris au même rythme que l'amortissement du bien financé (via le compte 789xx – Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés).

- la possibilité de réaffecter le solde de fonds dédiés, après accord de l'autorité de tarification, sans passer par le compte de résultat

L'article 132-1 du règlement 2019-04 modifie la comptabilisation en fonds dédiés des contributions accordées par l'autorité de tarification. Ces sommes étaient auparavant comptabilisées avec l'ensemble des fonds dédiés. Désormais, elles doivent, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n°2018-06 sont satisfaites (en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini), être comptabilisées en compte 192 – Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS.

Au 1^{er} janvier 2020, le compte 1921 « Fonds dédiés à l'investissement » est créé conformément aux règlements 2018-06 et 2019-04. Toutes les provisions figurant au crédit du compte 142 ont été réimputées au compte 1921, sans impact ni modification sur les conditions et délais de reprises de ces provisions. A partir du 1^{er} janvier 2020, tous les fonds destinés à financer les charges d'intérêt et d'amortissement liées à la réalisation d'un investissement à venir sont comptabilisées au crédit du compte 1921. Ce fond est repris au fur et à mesure des charges d'amortissement et des frais financiers constatés liés au nouvel investissement.

Dans le cadre de l'article 3.6.1. « Financement des indemnités de fin de carrière » du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu le 23 avril 2019 avec l'Agence Régionale de Santé de Provence Côte d'Azur et prorogé au 31.12.2025, le financement des indemnités de fin de carrière est enregistré comptablement en fonds dédiés.

L'affectation du résultat 2017 en 2019 par l'autorité de tutelle a ainsi fait l'objet d'une affectation en fonds dédiés comme suit :

- IEM Rossetti – SESSAD	35 947,11 €
- IES Clément Ader – Hébergement	117 380,90 €
- IES Clément Ader – SSEFS	29 480,24 €
- IME Henri Matisse – Semi Internat	15 008,66 €
TOTAL	197 816,91 €

En 2025, 4 salariés de l'IES Clément ADER ont fait valoir leurs droits à la retraite. Les fonds dédiés étant épuisés au 31/12/2024, aucune reprise n'a été enregistrée.

L'association a pris la décision de ne pas comptabiliser les engagements d'indemnités de fin de carrière.

Cependant, l'association dotera lors de ses affectations de résultats, une réserve de compensation pour départ à la retraite correspondant à l'engagement à réaliser dans les cinq ans.

Pour l'exercice 2025, cela se traduit de la manière suivante :

Fonds dédiés pour IDR au 31/12/2025	- €
Réserve de compensation pour IDR	291 563,17 €

Au 31 décembre 2025, le montant total des indemnités de départ à la retraite dans les cinq prochaines années est estimé à **326 629 €**. L'association ayant pris la décision de verser en 2025 un montant de cotisation pour l'externalisation partielle des indemnités de fin de carrière à hauteur de 170 000 €, il n'est pas nécessaire d'abonder la réserve de compensation constituée pour les IDR par affectation d'une partie du résultat 2025.

6.9. Congés à payer

Les congés à payer et droits acquis par les salariés font l'objet d'un traitement spécifique dans les comptes de l'association.

De ce fait, aucun retraitement des résultats comptables des établissements SMS n'est nécessaire pour la détermination du résultat administratif.

6.10. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

6.10.1. État de l'actif immobilisé (brut)

	IMMOBILISATIONS		AUGMENTATIONS				
		VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	VIREMENTS		ENTREES		
			DE POSTE A POSTE	PROVENANT DE L'ACTIF CIRCULANT	ACQUISITIONS	APPORTS	CREATIONS
INCORPORELLES	Frais d'établissement	23 730,00			11 700,00		
	TOTAL I	23 730,00	-		11 700,00		
	Autres immobilisations incorporelles	340 927,95	-		-		
	TOTAL II	340 927,95	-		-		
CORPORELLES	Terrain	2 661 350,08			-		
	Constructions et aménag. s/sol propre	29 231 903,95	464 405,25		34 506,25		
	Constructions et aménag. s/sol d'autrui	3 034 176,38	217 225,71		8 138,57		
	Installations générales, agencements des constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 624 821,06	2 954,00		208 177,58		
	Installations générales, agencements divers	158 396,71			5 620,73		
	Matériel de transport	1 173 613,38			505 106,49		
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 856 079,53	2 448,57		83 004,31		
	Autres immobilisations				9 990,00		
	Immobilisations corporelles en cours	1 289 766,75	- 687 033,53		700 848,85		
	TOTAL III	44 030 107,84	-		1 555 392,78		
FINANCIERES	Titres de participation	506 911,37			101,00		
	Parts sociales						
	Dépôts et cautionnements	13 546,35			3 474,60		
	Fonds de garantie						
	TOTAL IV	520 457,72	-		3 575,60		
		44 915 223,51	-		1 570 668,38		

	IMMOBILISATIONS	DIMINUTIONS					VALEUR BRUTE A LA CLOTURE D'EXERCICE
		VIREMENTS		SORTIES			
		DE POSTE A POSTE	PROVENANT DE L'ACTIF CIRCULANT	CESSIONS	SCISSIONS	MISES HORS SERVICE	
INCORPORELLES	Frais d'établissement						35 430,00
	TOTAL I	-		-			35 430,00
	Autres immobilisations incorporelles	-		-			340 927,95
	TOTAL II	-		-			340 927,95
CORPORELLES	Terrain						2 661 350,08
	Constructions et aménag. s/sol propre					341 310,86	29 389 504,59
	Constructions et aménag. s/sol d'autrui					35 084,25	3 224 456,41
	Installations générales, agencements des constructions						-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			38 706,37		269 777,56	4 527 468,71
	Installations générales, agencements divers					705,64	163 311,80
	Matériel de transport			48 154,27		-	1 630 565,60
	Matériel de bureau et informatique, mobilier					101 962,42	1 839 569,99
	Autres immobilisations						9 990,00
	Immobilisations corporelles en cours						1 303 582,07
	TOTAL III	-		86 860,64		748 840,73	44 749 799,25
FINANCIERES	Titres de participation						507 012,37
	Parts sociales						
	Dépôts et cautionnements					576,00	16 444,95
	Fonds de garantie						
	TOTAL IV	-		-		576,00	523 457,32
		-		86 860,64		749 416,73	45 649 614,52

6.10.2. Amortissements de l'actif immobilisé

	SITUATIONS ET MOUVEMENTS	DUREE D'UTILISATIONS	MODE D'AMORTI SSEMENT	AMORTISSEMENTS CUMULES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS				DOTATIONS
					Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles	
INCORPORELLES	Frais d'établissement	5 ans	Linéaire	544,95		7 047,00			7 047,00
	TOTAL I			544,95		7 047,00			7 047,00
	Autres immobilisations corporelles	3 ans	Linéaire	246 212,06		33 096,64			33 096,64
	TOTAL II			246 212,06		33 096,64			33 096,64
CORPORELLES	Terrain	10 ans	Linéaire	70 468,28		36 866,41			36 866,41
	Constructions s/sol propre	15 ans	Linéaire	6 531 615,27		701 287,51			701 287,51
	Constructions s/sol d'autrui	10 ans	Linéaire	1 281 226,14		155 947,26			155 947,26
	Installations générales, agencements des constructions	15 ans	Linéaire	3 696 555,18		426 147,64			426 147,64
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 ans	Linéaire	3 919 985,86		218 686,38			218 686,38
	Installations générales, agencements divers	5 ans	Linéaire	102 016,29		16 851,14			16 851,14
	Matériel de transport	6 ans	Linéaire	697 929,73		190 954,82			190 954,82
	Matériel de bureau et informatique	5 ans	Linéaire	1 044 911,80		153 337,03			153 337,03
	Emballages récupérables et divers			-					
	TOTAL III			17 344 708,55		1 900 078,19			1 900 078,19
	TOTAL GENERAL			17 591 465,56		1 940 221,83			1 940 221,83

	SITUATIONS ET MOUVEMENTS	DIMINUTION AMORTISSEMENTS SUR ELEMENTS SORTIS DE L'ACTIF	DIMINUTIONS			AMORTISSEMENTS CUMULES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
			Eléments transférés à l'actif circulans	Eléments cédés	Eléments mis hors- service	
INCORPORELLES	Frais d'établissement	-			-	7 591,95
	TOTAL I	-				7 591,95
	Autres immobilisations corporelles	-			-	279 308,70
	TOTAL II	-				279 308,70
CORPORELLES	Terrain	-		-	-	107 334,69
	Constructions s/sol propre	201 396,03		-	201 396,03	7 031 506,75
	Constructions s/sol d'autrui	35 084,25		-	35 084,25	1 402 089,15
	Installations générales, agencements des constructions	139 914,83		-	139 914,83	3 982 787,99
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	262 319,64		30 631,81	262 319,64	3 845 720,79
	Installations générales, agencements divers	705,64		-	705,64	118 161,79
	Matériel de transport	-		48 154,27	-	840 730,28
	Matériel de bureau et informatique	94 684,71		-	94 684,71	1 103 564,12
	Emballages récupérables et divers				-	
	TOTAL III	734 105,10		78 786,08	734 105,10	18 431 895,56
	TOTAL GENERAL	734 105,10		78 786,08	734 105,10	18 718 796,21

6.10.3. Etat des échéances des créances

Etat des échéances des créances	Montant Brut	Echéances	
	31/12/2025	1 an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	-	-	
Autres immobilisations financières	16 444,95		16 444,95
Clients douteux ou litigieux	11 549,05	11 549,05	
Autres créances clients	922 737,96	922 737,96	
Personnel et comptes rattachés	832,41	832,41	
Sécurité sociale et autres organismes	165,11	165,11	
Etat, impôts sur les bénéfices	-	-	
Etat, TVA	-	-	
Etat, autres impôts	-	-	
Etat, créances diverses	1 367,08	1 367,08	
Groupes et associés	23 078,52	23 078,52	
Débiteurs divers	180 232,60	180 232,60	
Charges constatées d'avance	201 641,13	44 843,50	156 797,63
TOTAL	1 358 048,81	1 184 806,23	173 242,58

6.10.4. Etat de la trésorerie à court terme

Trésorerie à court terme	Solde au 31/12/2025
Valeurs mobilières de placement	187 961,07
Chèques à l'encaissement	2 200,00
Crédit Agricole (CAV+CSL)	48 789,90
Société générale (CAV+CSL)	3 897 616,59
Crédit coopératif	14 354,84
La Banque Postale	26 866,30
Charges à payer	-
Intérêts courus à recevoir	54,37
Caisse	4 750,76
Régies d'avance	-
TOTAL	4 182 593,83

6.10.5. Variation des fonds propres

	Catégorie des Fonds	Montant à l'ouverture	Affectations résultat	Augmentations	Diminutions	Mt internes	Montant à la clôture
	Fonds propres sans droit de reprise						
Gestion Propre	Première situation nette établie	15 244,90					15 244,90
Gestion Contrôlée	Première situation nette établie	160 199,93					160 199,93
Gestion Propre	Fonds statutaires	7 628,89					7 628,89
Gestion Contrôlée	Fonds statutaires						
Gestion Propre	Dotations non consommables						
Gestion Contrôlée	Dotations non consommables						
Gestion Propre	Autres fonds propres sans droit de reprise	1 691 958,70					1 691 958,70
Gestion Contrôlée	Autres fonds propres sans droit de reprise	74 226,50					74 226,50
Gestion Propre	Réserves des plus values nettes	259 459,95					259 459,95
Gestion Contrôlée	Réserves des plus values nettes	31 394,42					31 394,42
Gestion Propre	Autres réserves						
Gestion Contrôlée	Autres réserves						
Gestion Propre	Resultat	-315 908,10	315 908,10		-208 777,13		-208 777,13
Gestion Contrôlée	Resultat	776 686,73	-776 686,73	391 866,59			391 866,59
	Subventions d'équipement	263 629,91		33 519,58	-62 973,07	8 000,00	242 176,42
	Autres subventions d'investissement	4 556 915,40			-101 943,90	-8 000,00	4 446 971,50
	Subvention d'équipement inscrites au compte de résultat	-219 582,98		-12 140,95	62 973,07	-26,67	-168 777,53
	Subvention d'investissement inscrites au compte de résultat	-2 807 247,41		-162 655,94	101 943,90	26,67	-2 867 932,78
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	4 494 606,84	-460 778,63	250 589,28	-208 777,13	0,00	4 075 640,36

	Catégorie des Fonds	Montant à l'ouverture	Affectations résultat	Augmentations	Diminutions	Mt internes	Montant à la clôture
	Autres fonds associatifs						
Gestion Propre	Fonds statutaires avec droit de reprise						
Gestion Contrôlée	Fonds statutaires avec droit de reprise						
Gestion Propre	Autres fonds propres avec droit de reprise	248 881,64			-10 000,00		238 881,64
Gestion Contrôlée	Autres fonds propres avec droit de reprise						
Gestion Propre	Legs et donations						
Gestion Propre	Subvention d'investissements affectés à des biens renouvelables ADR						
Gestion Contrôlée	Subvention d'investissements affectés à des biens renouvelables ADR						
Gestion Propre	Excédents affectés à l'investissement	1 108 113,81					1 108 113,81
Gestion Contrôlée	Excédents affectés à l'investissement	4 263 212,50	343 112,25				4 606 324,75
Gestion Propre	Réserves affectées à la couverture du BFR (réserve de trésorerie)	88 726,01					88 726,01
Gestion Contrôlée	Réserves affectées à la couverture du BFR (réserve de trésorerie)	1 251 921,24					1 251 921,24
Gestion Propre	Réserves de compensation des déficits	34 109,51					34 109,51
Gestion Contrôlée	Réserves de compensation des déficits	909 399,38					909 399,38
Gestion Propre	Réserves de de compensation des charges d'amortissement	15 007,57					15 007,57
Gestion Contrôlée	Réserves de compensation des charges d'amortissement	1 248 350,24	575 431,71				1 823 781,95
Gestion Propre	Réserves diverses (dont compensation IDR)	32 260,05					32 260,05
Gestion Contrôlée	Réserves diverses (dont compensation IDR)	250 574,24	8 728,88				259 303,12
Gestion Propre	Report à nouveau Créiteur	1 523 010,99	167 953,29				1 690 964,28
Gestion Contrôlée	Report à nouveau Créiteur	233 048,87	-71 651,95			119 946,71	281 343,63
Gestion Propre	Report à nouveau Débiteur	-3 639 842,99	-483 861,39			0,01	-4 123 704,37
Gestion Contrôlée	Report à nouveau Débiteur	-331 048,98	-78 934,16				-409 983,14
Gestion Contrôlée	Report à nouveau au financement des mesures d'exploitation	119 946,71				-119 946,71	0,00
Gestion Contrôlée	Report à nouveau charges rejetées	-196 610,52					-196 610,52
	Autres dépenses non opposables						
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	7 159 060,27	460 778,63	0,00	-10 000,00	0,01	7 609 838,91

Catégorie des Fonds	Montant à l'ouverture	Affectations résultat	Augmentations	Diminutions	Mvt internes	Montant à la clôture
Autres fonds tiers financeurs						
Provisions réglementées pour couverture du BFR						
Provisions réglementées relatives aux immobilisations						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées	1 290 631,38		804 403,76	-702 105,93		1 392 929,21
TOTAL AUTRES FONDS TIERS FINANCEURS	1 290 631,38	0,00	804 403,76	-702 105,93	0,00	1 392 929,21

Catégorie des Fonds	Montant à l'ouverture	Affectations résultat	Augmentations	Diminutions	Mvt internes	Montant à la clôture
Autres fonds propres						
Fonds dédiés reportés liés aux legs ou donations						
Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS : fonds dédiés à l'investissement	844 781,27		325 151,14	-104 064,06	14 184,51	1 080 052,86
Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS : fonds dédiés à l'exploitation	606 440,32		90 003,95	-419 601,56	-87 184,51	189 658,20
Fonds dédiés sur subvention d'exploitation						
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	154 796,91		1 715,00	-33 337,22		123 174,69
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	36 031,76		8 337,00	-2 704,00		41 664,76
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	1 642 050,26	0,00	425 207,09	-559 706,84	-73 000,00	1 434 550,51

TOTAL FONDS PROPRES	14 586 348,75	0,00	1 480 200,13	-1 480 589,90	-72 999,99	14 512 958,99
----------------------------	----------------------	-------------	---------------------	----------------------	-------------------	----------------------

6.10.6. Mouvements ayant affecté les provisions pour renouvellement des immobilisations

Néant

6.10.7. Mouvements ayant affecté les provisions inscrites au bilan

Provisions pour risques et charges	Montant au 01/01/2025	Dotation de l'exercice Augment.	Reprise de l'exercice Diminution	Transfert entre etb/ vir internes	Montant au 31/12/2025
Provision pour frais de construction IEM Rossetti Bât A et C	597 478,08		- 26 666,67		570 811,41
Provision Risques liés à l'emploi	693 153,30	735 119,76	- 675 439,26		752 833,80
Congés payés	662 316,74	708 268,33	- 662 316,74		708 268,33
Prud'homme	30 836,56	26 851,43	- 13 122,52		44 565,17
Provision Autres charges		69 284,00			69 284,00
TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 290 631,38	804 403,76	- 702 105,93	-	1 392 929,21
Créances douteuses					
Beuil	26 609,50		-26 609,50		-
Centre de santé	50 599,33	15 219,85	-50 599,13		15 220,05
MAH	33 966,17		-33 966,17		-
Association	1 042,83		- 1 042,83		-
Mas de Vence	800,00	3 760,00			4 560,00
EPCH					-
IEM Rossetti					-
IES Clément Ader					
TOTAL PROVISION CREANCES DOUTEUSES	113 017,83	18 979,85	- 112 217,63	-	19 780,05

6.10.8. Mouvements ayant affectés les fonds dédiés

Natures et objets des fonds dédiés	Etablissements	Nature	Montant à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Transferts	Montant à la clôture
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	IES Ader	Gratifications des stagiaires	2 759,59		- 2 759,59		-
		Situation critique LAZRI	11 398,37		- 11 398,37		-
		Cap Handeo	20 300,00				20 300,00
		Evolut° offre médioc-sociale	3 289,98		- 1 267,27		2 022,71
		Format° aide aux aidants	1 999,33		- 930,00		1 069,33
		Coopération ASSO sportive		9 220,00			9 220,00
		Total IES Ader	39 747,27	9 220,00	- 16 355,23	-	32 612,04
	IME Matisse	Gratifications des stagiaires	7 573,31	2 639,06	- 1 289,80		8 922,57
		Formation	-				-
		CAP Handeo	20 300,00		- 828,00		19 472,00
		Coopération ASSO sportive		4 310,00			4 310,00
		Total IME Matisse	27 873,31	6 949,06	- 2 117,80	-	32 704,57
	AJPA	CNR 2025 transport		32 221,76			32 221,76
		Total AJPA	-	32 221,76	-	-	32 221,76
	IEM Rossetti	Gratifications stagiaires	34,36	2 373,36	- 34,36		2 373,36
		Formation	33 703,00		- 24 298,97		9 404,03
		CNR 2025 Fond risques professionnels		7 750,00			7 750,00
		QVT	3 120,97		- 2 453,21		667,76
		CNR 2025 Equipement spécifique bénéficiaire		14 521,70			14 521,70
		Cap Handeo	10 150,00				10 150,00
		QVT sensorialité et analyse des pratiques	12 872,41		- 6 932,10		5 940,31
		Coopération ASSO sportive		4 310,00			4 310,00
		Total IEM Rossetti	59 880,74	28 955,06	- 33 718,64	-	55 117,16
	MAIOUN-MAS DE VENCE	Gratifications stagiaires		3 958,59			3 958,59
		Coopération ASSO sportive		4 852,48			4 852,48
		Total MAS DE VENCE	-	8 811,07	-	-	8 811,07
	Centre de Santé	CANCER	6 112,00	-	- 5 195,20		916,80
		FIR 2024 HANDICONSULT'06	100 443,37		- 13 258,86		87 184,51
		VACCINATION	-	3 847,00			3 847,00
		TELEMEDECINE	46 908,00		- 23 480,20		23 427,80
		TOTAL CENTRE DE SANTE	153 463,37	3 847,00	- 41 934,26	-	115 376,11
Contributions financières d'autres organismes	IME Matisse	FGPEP - Bouge ta pause	5 709,56		- 5 709,56		-
	MAIOUN - MAS DE VENCE	FIR pour accueil de jour	155 475,63		- 155 475,63		-
	IES Ader	CNR Situation critique MHM	170 000,00		- 170 000,00		-
	IES Ader	Dons tablettes	2 400,00		- 617,67		1 782,33
Ressources liées à la générosité du public	IEM Rossetti	FGPEP - Chorales inclusive	8 096,03		- 8 096,03		-
	Centre de Santé	Rotary cadre de marche	4 487,56		- 1 306,00		3 181,56
	IES Ader	Dons ordinateurs Braille 2025		6 990,00	- 1 398,00		5 592,00
	MAH	Décoration locaux		1 347,00			1 347,00
	Association	Dons actions éducatives	31 544,20				31 544,20
TOTAL FONDS DEDIES A L'EXPLOITATION			658 677,67	98 340,95	- 436 728,82	-	320 289,80

Natures et objets des fonds dédiés	Etablissements	Nature	Montant à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Virements Inter-établissement	Régularisation reprise à tort	Montant à la clôture
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	IES Ader	Travaux de sécurisation (2019)	71 111,20		- 19 556,61			51 554,59
		Matériel informatique	9 099,06		- 9 099,06			-
		Internat	2 117,94		- 2 117,94			-
		Rénovation fenêtres	6 302,46		- 972,08			5 330,38
		Rideaux occultants	201,04		- 201,04			-
		Travaux sécurité incendie	10 221,10		- 1 333,32			8 887,78
		Total IES Ader	99 052,80	-	- 33 280,05	-	-	65 772,75
	AJPA	<i>Rénovation tx extérieur</i>	8 124,65		- 1 373,26			6 751,39
		Total AJPA	8 124,65	-	- 1 373,26	-	-	6 751,39
	IME Matisse	Climatisation locaux / destruction ancienne villa	64 920,34					64 920,34
		Travaux de réhabilitation	105 636,00		- 6 588,56			99 047,44
		Mise au normes chaufferie	28 203,08					28 203,08
		Ascenseur	110 000,00					110 000,00
		Climatisation 2ème tranche	47 290,06					47 290,06
		Préau	22 392,71					22 392,71
		Crise Covid	938,48					938,48
		Situation critique	1 502,00		- 1 502,00			-
		UEEA	6 983,01		- 1 200,00			5 783,01
		Total IME Matisse	387 865,68	-	- 9 290,56	-	-	378 575,12
INVESTISSEMENT	IEM Rossetti	Projet EOS	6 247,82		- 646,33			5 601,49
		Projet UCAM	13 085,61		- 1 364,03			11 721,58
		Projet Lokomat	3 347,19		- 335,92			3 011,27
		Total IEM Rossetti	22 680,62	-	- 2 346,28	-	-	20 334,34
	Centre de Santé	UCAM-EOS-LOKOMAT	18 445,11	-	- 1 844,52			16 600,59
		Dispositif LUNA	17 825,84		- 2 485,20			15 340,64
		Projet TREXO-MALAKOFF	73 000,00				73 000,00	-
		FIR 2024 TELEMEDICINE	18 420,00		- 2 221,78			16 198,22
		FIR 2024 MATERIEL DENTAIRE	74 208,43		- 13 039,80			61 168,63
		FIR 2025 EOS REPARATION		78 416,14				78 416,14
		Accidentés de la route-LOKOMAT-REATOUCH	121 577,49		- 34 601,96			86 975,53
		Total Centre de Santé	323 476,87	78 416,14	- 54 193,26	-	- 73 000,00	274 699,75
	MAS DE VENCE	CNR LIT RYNO	3 580,65		- 3 580,65			-
		CNR 2025 Travaux		203 735,00				203 735,00
		CNR 2025 Fond risques professionnels		43 000,00				43 000,00
		Total MAS DE VENCE	3 580,65	246 735,00	- 3 580,65	-	-	246 735,00
Contributions financières d'autres organismes	IME Matisse	FGPEP - Bouge ta pause	6 030,44		- 1 206,09			4 824,35
	MAH	Fondat° Hopitaux travaux rénovation	104 118,77		- 10 446,70			93 672,07
	EPCH	OETH Aide financière		1 715,00				1 715,00
	IEM Rossetti	FGPEP - Chorales inclusive	28 442,11		- 7 261,17			21 180,94
TOTAL FONDS DEDIES A L'INVESTISSEMENT			983 372,59	326 866,14	-122 978,02	-	- 73 000,00	1 114 260,71

Etat des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

	Solde au 31/12/2025	Moins d'un an	Plus 1 an Moins 5 ans	Plus de 5 ans
IEM Rossetti				
Société Générale N°5015508	1 028 954,87	128 906,90	531 370,56	368 677,41
Société Générale N°5015706	3 118 428,93	225 920,55	937 144,14	1 955 364,24
Société Générale N°101222	214 245,75	28 847,21	125 256,04	60 142,50
Société Générale N°9102311	110 833,47	69 999,96	40 833,51	
Société Générale N°2101822	607 418,51	39 678,99	172 900,51	394 839,01
IME Henri Matisse				
Société Générale N°0100533	1 107 093,75	55 125,00	220 500,00	831 468,75
Société Générale N°0100433	476 315,74	31 578,96	126 315,84	318 420,94
Société Générale N°0100600	303 000,08	28 857,12	115 428,48	158 714,48
Société Générale N°101222	15 884,13	2 138,66	9 286,21	4 459,26
IES Clément Ader				
Société Générale N°7006808	108 003,49	14 473,29	59 810,76	33 719,44
Société Générale N°101222	47 651,38	6 415,99	27 858,60	13 376,79
Société Générale N°8101411	24 376,62	2 766,97	11 492,08	10 117,57
Centre de santé				
Société Générale N°5015508	89 648,35	11 231,01	46 295,73	32 121,61
Société Générale N°5015706	271 694,93	19 683,40	81 648,96	170 362,57
Crédit coopératif N°139906C	160 754,66	28 998,55	117 014,05	14 742,06
Crédit coopératif N°139907C	98 899,89	9 236,74	37 327,80	52 335,35
Société Générale N°101222	34 397,41	4 631,79	20 111,27	9 654,35
Siège				
Société Générale N°5015706	62 039,82	4 494,60	18 644,06	38 901,16
Société Générale N°5015508	20 470,38	2 564,53	10 571,27	7 334,58
Société Générale N°101222	28 582,31	3 848,44	16 710,07	8 023,80
MAH				
Société Générale N°101222	33 882,50	4 562,07	19 809,18	9 511,25
EPCH				
Société Générale N°5015706	76 801,72	5 565,59	23 086,82	48 149,31
Société Générale N°5015508	25 346,81	3 175,78	13 090,86	9 080,17
RHF				
Société Générale N°5015706	36 582,29	2 646,98	10 988,26	22 947,05
Société Générale N°5015508	12 064,91	1 511,46	6 230,43	4 323,02
Beuil				
Société Générale N°7006303	11 447,68	1 534,18	6 339,99	3 573,51
Association				
Société Générale N°5002301	821 015,73	60 526,95	252 339,43	508 149,35
La Banque Postale N°16642	435 190,12	62 169,96	248 679,84	124 340,32
Maioun Mas de Vence				
Société Générale N°101633	873 219,46	58 153,32	254 884,72	560 181,42
Société Générale N°101566	5 212 463,51	224 722,53	982 707,25	4 005 033,73
Société Générale N°101722	-			
Société Générale N°101411	257 054,78	32 121,55	140 324,50	84 608,73
Société Générale N°101577	36 357,52	16 480,49	19 877,03	
TOTAL	15 760 121,50	1 192 569,52	4 704 878,25	9 862 673,73

Souscription d'emprunts nouveaux en 2025 : L'année 2025 a vu la souscription d'un nouvel emprunt, destiné à financer le renouvellement partiel du parc véhicules de plusieurs établissements pour un montant de 387 000 €.

L'emprunt de 1 300 000 € contracté en juin 2023, dans le cadre de la construction du nouvel établissement « La Maioun » MAS de Vence, a été entièrement remboursé en mai 2025. Cette opération visait à rembourser l'emprunt contracté au taux le plus élevé au sein de l'association et à baisser le niveau d'endettement du nouvel établissement, estimé risqué par les autorités de tarification et générer ainsi une économie nette (après application de la soulte prévue au contrat) de 406 k€ sur la durée de l'emprunt et de 360 k€ après intégration des intérêts du nouvel emprunt 2025.

	PRÊT INITIAL	DUREE	K RESTANT DU 05/2025	NB ANNEES	TAUX	MOIS	SOULTE	ECONOMIE INTERETS	ECONOMIE NETTE SOULTE
2023	1 300 000,00	20,00	1 263 088,23	19	3,79	12	71 806,55	478 056,94	- 406 250,39
2025	387 000,00	7,00			3,26				46 357,68
									- 359 892,71

Remboursement du capital en 2025 : 2 418 558,75 € dont

1 155 470,52 € au titre de remboursement du capital des emprunts en cours ;

1 263 088 ,23 € au titre du remboursement total de l'emprunt de 1 300 000 €.

Etat des échéances des autres dettes

Etat des échéances des dettes	Solde au 31/12/2025	Echéances	
		1 an au plus	Plus d'un an
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit			
Banque, intérêts courus sur emprunt	8 767,99	8 767,99	
Banque, découvert sur compte courant	-	-	
Emprunt et dettes financières diverses	-	-	
Dettes de fonctionnement			
Fournisseurs et compte rattachés	439 475,33	439 475,33	
Personnel et comptes rattachés	410 834,11	410 834,11	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	682 147,51	682 147,51	
Etat, impôts sur les bénéfices	10 664,00	10 664,00	
Etat, TVA	-	-	
Etat, obligations cautionnées	-	-	
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	264 326,07	264 326,07	
Autres dettes			
Dettes sur immobilisations et compte rattachés	86 337,24	86 337,24	
Groupes et associés	55 939,88	55 939,88	
Autres dettes	20 930,56	20 930,56	
Produits constatés d'avance	182 732,77	182 732,77	
TOTAL	2 162 155,46	2 162 155,46	-

7. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

7.1. Compte de résultat synthétique par secteur d'activité 2025

Secteur social et médico-social

	Charges 2025	Charges 2024	Produits 2025	Produits 2024	
Charges d'exploitation	18 332 983,60	17 868 787,07	18 994 924,00	19 115 744,23	Produits d'exploitation
Charges financières	441 249,64	384 353,58	24 558,12	20 814,83	Produits financiers
Charges exceptionnelles	424 086,15	907 145,93	549 899,14	581 085,03	Produits exceptionnels
Total des charges	19 198 319,39	19 160 286,58	19 569 381,26	19 717 644,09	Total des produits
Résultat créditeur	371 061,87	557 357,51			Résultat débiteur
(excédent)					(déficit)
TOTAL GENERAL	19 569 381,26	19 717 644,09	19 569 381,26	19 717 644,09	TOTAL GENERAL

Secteur hors social et médico-social

	Charges 2025	Charges 2024	Produits 2025	Produits 2024	
Charges d'exploitation	3 965 648,25	3 692 316,96	3 784 885,13	3 631 512,54	Produits d'exploitation
Charges financières	27 193,26	29 030,56	19 876,98	20 663,32	Produits financiers
Charges exceptionnelles	10 339,71	58 876,96	10 446,70	31 469,74	Produits exceptionnels
Total des charges	4 003 181,22	3 780 224,48	3 815 208,81	3 683 645,60	Total des produits
Résultat créditeur			187 972,41	96 578,88	Résultat débiteur
(excédent)					(déficit)
TOTAL GENERAL	4 003 181,22	3 780 224,48	4 003 181,22	3 780 224,48	TOTAL GENERAL

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le centre de santé est inclus dans le périmètre du CPOM conclu avec l'ARS. Il est donc désormais rattaché au secteur social et médico-social.

La maison d'accueil hospitalière, dont la gestion a été reprise par l'association au 1^{er} février 2020, est incluse dans le secteur hors social et médico-social.

7.2. Etat des subventions perçues en 2025

	Rossetti	Ader	AESH	Siège	Matisse	Centre de santé	MAH	AJPA	MAS	TOTAL
Affectation Taxe Apprentissage	5 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	5 000,00
Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Région	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil Départ.	-	-	390 044,00	-	-	91 704,00	-	24 912,00	-	506 660,00
ARS	-	-	-	-	-	751 691,00	-	-	7 764,00	759 455,00
CPAM	-	-	-	-	-	61 044,17	-	-	-	61 044,17
ATIH	-	-	-	-	-	97 517,35	-	-	-	97 517,35
Ville de Nice	-	-	-	37 100,00	-	-	-	-	-	37 100,00
AGEFIPH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OETH	-	4 000,00	-	-	-	-	-	-	-	4 000,00
CARSAT	14 985,00	-	-	-	-	-	41 915,53	-	-	56 900,53
Collectivité Corse	-	-	-	-	-	-	15 888,70	-	-	15 888,70
FGPEP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	19 985,00	4 000,00	390 044,00	37 100,00	-	1 001 956,52	57 804,23	24 912,00	7 764,00	1 543 565,75

Dans le cadre de la réponse à un appel à projet 2024 auprès des agences régionales de santé (ARS) pour la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales destinées à la prise en charge des personnes accidentées de la route, l'association a obtenu un soutien financier en investissement d'un montant de 294 960 € pour l'acquisition d'un tapis de rééducation de la marche.

La convention avec l'ARS, au titre du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé, a été signée le 6 novembre 2025 pour une mise en œuvre de l'opération dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

L'investissement n'ayant pas été réalisé en 2025, la subvention n'est pas inscrite en comptabilité.

7.3. Charges et produits exceptionnels

La mise en œuvre du nouveau Plan comptable à partir du 1^{er} janvier 2025 a une forte incidence sur la présentation du résultat exceptionnel.

En 2025 aucune charge et aucun produit n'ont été constatés en lien avec un événement majeur ou inhabituel.

Les reprises des quote-part des subventions au compte de résultat ont été reclassées en résultat d'exploitation avec un effet positif de + 196 k€ sur ce résultat par rapport au règlement 2018-06.

Les produits et charges sur exercices antérieurs ont été réimputés, en fin d'exercice, selon leur affectation en charges ou produits d'exploitation.

Détail des charges exceptionnelles :

- Dotations aux amortissements exceptionnels des immob.	9 218,77€
Total des charges exceptionnelles	9 218,77 €

Détail des produits exceptionnels :

Total des produits exceptionnels	0 €
---	------------

7.4. Etat des résultats comptables à affecter par établissement

Association	Résultat à affecter au report à nouveau débiteur (déficit)	216 823,26
Le château	Résultat à affecter au report à nouveau débiteur (déficit)	19 630,62
APADHE	Résultat à affecter au report à nouveau débiteur (déficit)	-
SAPAD	Résultat à affecter au report à nouveau débiteur (déficit)	-
Service AESH	Résultat à affecter au report à nouveau créditeur (excédent)	17 431,70
Service EPCH	Résultat à affecter au report à nouveau créditeur (excédent)	191 004,79
Service RHF	Résultat à affecter au report à nouveau débiteur (déficit)	48 044,60
Centre de montagne	Résultat à affecter au report à nouveau débiteur (déficit)	33 334,48
MAH	Résultat à affecter au report à nouveau débiteur (déficit)	29 102,65
Centre de Santé	Résultat en instance d'affectation (déficit)	20 804,72
IME SI Matisse	Résultat en instance d'affectation (déficit)	79 279,17
SESSAD Matisse	Résultat en instance d'affectation (excédent)	111 132,82
IES Clément Ader Pôle DA	Résultat en instance d'affectation (excédent)	57 767,92
IES Clément Ader Pôle DV	Résultat en instance d'affectation (déficit)	80 326,28
IEM Rossetti	Résultats en instance d'affectation (excédent)	501 755,85
MAS de Vence	Résultats en instance d'affectation (déficit)	156 770,53
AJPA Villages perchés	Résultats en instance d'affectation (excédent)	37 585,98
MSP Gattières	Résultat à affecter au report à nouveau débiteur (déficit)	50 083,72
Coopératives	Résultat à affecter au report à nouveau créditeur (excédent)	610,43

7.5. Résultat effectif global

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat comptable	183 089,46	460 778,63
<i>Reprise du résultat antérieur</i>		
<i>Reprise sur résultat 2017 pour IDR</i>		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	183 089,46	460 778,63
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	- 208 777,13	- 315 908,10
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	391 866,59	776 686,73

7.6. Etat de la CAF par établissement

	2025	2024
Association	- 162 085,41	747,70
Siège	- 1 834,61	16 042,35
Service AESH	97 646,74	- 5 896,70
Service EPCH	197 737,17	170 135,21
Service RHF	- 46 962,20	
Centre de montagne	- 38 403,40	- 19 041,39
MAH	- 51 365,30	108 619,37
Centre de Santé	147 506,20	259 589,85
IME Matisse	263 687,26	299 505,89
IES Clément ADER	66 987,34	219 488,36
IEM Rossetti	1 067 840,95	930 867,33
AJPA	85 451,59	- 135 484,17
Maïoun Mas de Vence	184 768,13	997 141,20
Coopératives	610,43	1 766,68
	1 811 584,89	2 843 481,68

8. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

8.1. Engagements donnés

Inscription hypothécaire du bien immobilier situé 400, boulevard de la Madeleine, en garantie de l'emprunt contracté auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Provence Côte d'Azur et concernant le financement partiel de la construction de l'IEM Rossetti.

Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant

Crédit bail : Néant

8.2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés (loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 – Article 20) : 302 006,26 €

8.3. Effectif au 31 décembre

L'effectif salarié (en personnes physiques) de l'association au 31 décembre 2025 est de 342 salariés personnes physiques correspondant à 294,43 ETP (CDD de remplacement compris) répartis comme suit :

- En CDI : 319 personnes physiques en poste au 31 décembre 2025
 - 296 CDI
 - 20 fonctionnaires (dont 1 directeur lié par un contrat de travail de droit privé avec l'Association)

- 3 mises à disposition CHU et CH (activité d'intérêt général)
- En CDD : 23 personnes physiques en poste au 31 décembre 2025
 - 13 CDD de remplacement
 - 7 CDD de surcroît d'activité
 - 2 contrats d'apprentissage
 - 1 contrat de professionnalisation

8.4. Contributions volontaires

8.4.1. La valorisation du bénévolat des administrateurs

ANNEE 2025 - VALORISATION DU BENEVOLAT DES ADMINISTRATEURS					
Réunion	Date	Administrateurs	Durée en heure	Cumul en heure	Valorisation comptable
<i>Temps non rémunéré consacré à la gestion de l'association</i>					
Assemblée générale ordinaire	22/05/2025	10	4	40	- €
Bureau	25/02/2025	5	2	10	- €
Bureau	22/04/2025	5	2	10	- €
Bureau	03/07/2025	5	2	10	- €
Bureau	23/09/2025	8	2	16	- €
Bureau	08/12/2025	7	2	14	- €
Commission de recrutement	18/11/2025	2	4	8	- €
Commission de recrutement	19/11/2025	1	4	4	- €
Conseil d'administration	28/02/2025	9	3	27	- €
Conseil d'administration	24/04/2025	7	2	14	- €
Conseil d'administration	22/05/2025	11	1,5	16,5	- €
Conseil d'administration	15/07/2025	8	2,5	20	- €
Conseil d'administration	30/09/2025	13	3	39	- €
Conseil d'administration	18/12/2025	10	2,5	25	- €
CSE	22/01/2025	1	3	3	277,98 €
CSE	11/03/2025	1	3	3	277,98 €
CSE	25/04/2025	1	3	3	277,98 €
CSE	28/05/2025	0		0	- €
CSE	23/06/2025	0		0	- €
CSE	17/09/2025	1	3	3	277,98 €
CSE	06/11/2025	0		0	- €
CSE	16/07/2025	1	1	1	92,66 €
CSE	29/09/2025	1	1,5	1,5	138,99 €
CVS - AIPA	14/05/2025	2	1,45	2,9	- €
CVS - AIPA	15/10/2025	2	1,35	2,7	- €
CVS - AIPA	17/12/2025	2	1,5	3	- €
CVS - IEM Matisse	24/04/2025	1	1,5	1,5	- €
CVS - IEM Rossetti	21/03/2025	2	2,5	5	- €
CVS - IEM Rossetti	12/09/2025	1	3	3	- €
CVS - IEM Rossetti	05/12/2025	1	2,5	2,5	- €
CVS - IES Ader	31/03/2025	1	1,5	1,5	- €
CVS - IES Ader	13/10/2025	2	1,5	3	- €
CVS - IES Ader	15/12/2025	3	1,5	4,5	- €
CVS - IME Matisse	16/10/2025	0	1,45	0	- €
CVS - MAS Vence	10/01/2025	2	2,5	5	- €
CVS - MAS Vence	16/06/2025	1	2,5	2,5	- €
CVS - MAS Vence	20/10/2025	1	3	3	- €
N.A.O	10/01/2025	0	2	0	- €
N.A.O	07/02/2025	0	2	0	- €
N.A.O	02/04/2025	0	2	0	- €
N.A.O	11/06/2025	0	2	0	- €
N.A.O	12/09/2025	0	2	0	- €
N.A.O	08/10/2025	0	1,5	0	- €
N.A.O	04/11/2025	0	1,5	0	- €
Projet associatif - Réunion administrateurs	10/11/2025	5	2,5	12,5	1 158,25 €
Projet associatif - Réunion travail	15/09/2025	1	2	2	185,32 €
Projet associatif - Réunion travail	07/11/2025	1	2	2	185,32 €
Projet associatif - Séminaire administrateurs	17/06/2025	10	7	70	6 486,20 €
RDV Président du département	15/04/2025	1	2	2	- €
RDV DD06 - ARS	24/04/2025	1	1	1	- €

ANNEE 2025 - VALORISATION DU BENEVOLAT DES ADMINISTRATEURS						
Réunion	Date	Administrateurs	Durée en heure	Cumul en heure	Valorisation comptable	
<i>Temps non rémunéré consacré à la gestion de l'association</i>						
<i>Rassemblements Fédéraux - FG PEP</i>						
FG PEP - Réunions président	03/02/2025	1	2	2	- €	
FG PEP - Rassemblement président DG	25, 26, 27/03/2025	1	15	15	- €	
FG PEP - Visio-Conférence président	26/05/2025	1	2,5	2,5	- €	
FG PEP - Assemblée générale ordinaire	24,25,26/06/2025	1	15	15	- €	
PEP ADSV - Assemblée générale ordinaire	23/04/2025	1	3	3	- €	
<i>Temps non rémunéré consacré à la représentation de l'association</i>						
Conseil communal consult.- AGO	11/12/2025	1	1,5	1,5	- €	
Lundis musicaux	03/03/2025	1	3	3	- €	
Vœux Gardanne + La Garde	07/01/2025	0	4	0	- €	
Vœux AJPA - Matisse - CDS - Siège	14/01/2025	0	6	0	- €	
Vœux du Président IEM	16/01/2025	1	1	1	- €	
Vœux du Président IES	16/01/2025	1	1	1	- €	
Ville de Nice J.GRIFFET - Médaille	16/01/2025	1	2	2	- €	
<i>Réunions ARPEP</i>				0		
ARPEP - Commission PEVLC	23/01/2025	1	2	2	- €	
ARPEP - CA	18/03/2025	2	3	6	- €	
ARPEP - CA	16/05/2025	3	2	6	- €	
ARPEP - AG	13/06/2025	3	6	18	- €	
ARPEP - CA	26/09/2025	1	3,5	3,5	- €	
ARPEP - CA	02/12/2025	2	2	4	- €	
ARPEP - Visio	11/09/2025	1	2	2	- €	
ARPEP - Visio	18/09/2025	1	2	2	- €	
gestion hebdomadaire Président, Président délégué, Trésorier (0,2 etp)				364		33 728,24 €
TOTAL					851,1	43086,9

Valorisation en euros		
nombre d'heures considérées	valorisation horaire	valorisation totale
465	92,66 €	43 086,90 €

La valeur brute du SMIC horaire pour l'année 2025 a été de 11,88 €.

Le taux de charges moyen supporté par l'Association pour ses salariés est de 56 %.

La valeur retenue pour valoriser le bénévolat des administrateurs est donc :

>> $11,88 \times 1,56 \times 5 = 92,66 \text{ €/H.}$

Le temps passé par les administrateurs en 2025 est ainsi évalué, pour l'ensemble des activités de l'Association y compris sa vie statutaire, à 851,1 heures.

Hors vie statutaire, le temps passé par les administrateurs est évalué en 2025 465 heures correspondant à une somme de 43 087 €.

8.4.2. Le personnel mis à disposition

Dans les trois établissements médico sociaux, des fonctionnaires, personnels enseignants, sont **mis à la disposition**. Ils contribuent par leur action à l'activité de notre Association au bénéfice des élèves accueillis. Ces personnels sont rémunérés par le Ministère de l'Education Nationale.

Le personnel mis à la disposition et rémunéré par le Ministère de l'Education Nationale est au nombre de 19,5 postes. En flux annuel, ce sont 23 personnes physiques qui ont été présentes à un moment ou un autre de l'année :

- 1 poste de directeur mis à la disposition par l'Education nationale
- 7 postes d'enseignants du 1^{er} degré à l'IEM Rossetti
 - 6 au semi internat
 - 1 au SESSAD
- 8 postes d'enseignants du 1^{er} degré à l'IES Clément Ader
 - 5 sur les deux semi internats DA et DV
 - 3 sur les deux services extérieurs
- 1 poste d'enseignant du 2nd degré en anglais à l'IES Clément Ader vacant toute l'année
- 2 postes d'enseignants du 1^{er} degré à l'IME Matisse.
- 1 poste d'enseignant du 1^{er} degré coordonnateur APADHE.

Pour l'année 2025, la valorisation d'un professeur des écoles spécialisé à l'échelon 9 est calculée à partir d'un traitement indiciaire brut de 2 929,06 €, auquel s'ajoute une NBI de 27 points valorisée 132,91 €, soit un total brut de 3 061,97 €. Ce montant est majoré d'un taux de charges de 52 %, conduisant à une valorisation totale de 4654,19 € mensuel pour 1 ETP. Pour le directeur, la même méthode est appliquée sur la base de son salaire Éducation nationale 2025 majoré du taux de charge de 59 %.

Etablissement	Nombre de postes pourvus au 31/12/2025	Rémunérations brutes avec charges Education Nationale
IEM	7,7263	446 754,98 €
IES	8,12	502 605,26 €
IME	2,1537	167 503,58 €
APADHE	1	55 850,28 €
TOTAL	19	1 172 714,10 €

La valorisation totale de ces mises à disposition s'élève à 1 172 714,10 €.

8.4.3. Les locaux mis à disposition

Les PEP 06, par décision de la DDASS des Alpes Maritimes, puis de l'ARS PACA ainsi que de l'Inspection Académique des Alpes Maritimes, scolarisent et accompagnent sur le plan médico-social des enfants et adolescents déficients auditifs et déficients visuels du Département des Alpes Maritimes.

Les PEP 06 bénéficiaient d'une convention de mise à disposition des locaux situés 2 bd des deux corniches à Nice pour cette action. La convention avait été consentie le 15 avril 1994 par le Département des Alpes Maritimes qui était lui-même preneur à bail emphytéotique consenti par la Ville de Nice le 24 juillet 1992 pour une durée de 25 ans ayant commencé à courir le 2 avril 1992, et s'étant terminé le 1^{er} avril 2017 ;

Le 17 juillet 2017, une convention d'occupation à durée déterminée avait été consentie par la Ville de Nice aux PEP 06 qui a pris fin au jour de la signature du nouveau bail emphytéotique.

Le 25 juillet 2019 pour les PEP 06 et le 1^{er} août 2019 pour la Ville de Nice, un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans, qui régit la mise à disposition par la Ville de Nice des locaux occupés par l'Institut d'Education Sensorielle Clément Ader 2, boulevard des deux corniches à Nice, a été signé devant Maître Anne BERDAH, notaire à Nice. Il a été autorisé par une délibération prise le 17 juin 2019 par le Conseil municipal de Nice.

Le bien concerne une propriété bâtie dénommée « Villa La Tour » figurant au cadastre sous les références :

IS 284 – 2 boulevard des Deux Corniches 06300 NICE, pour une contenance de 4 770 m².

Le bail est consenti et accepté à titre gratuit.

L'évaluation du loyer est réalisée de la manière suivante, pour une surface de plancher disponible d'environ 2.000 m² :

L'évaluation du loyer est réalisée de la manière suivante :

Il est fait application de l'indice INSEE de référence des loyers pour calculer l'évolution de l'estimation. L'indice retenu est celui du 1^{er} trimestre.

Au 1^{er} trimestre 2025, la progression par rapport au 1^{er} trimestre 2024 est de 1,4 %

Surface de planchers disponibles : environ 2 000 m²

- Loyer annuel estimé du bien en 2024 : 282 700 euros
- Progression suivant IRL Insee : 3 958 euros
- **Valorisation de la mise à disposition du bien en 2025 : 286 658 euros**

8.5. Engagements départ retraite du personnel salarié

8.5.1. Hypothèses retenues

Le présent calcul porte sur les engagements de retraite à l'égard du personnel salarié.

Taux de présence taux de turnover selon l'âge du salarié

Age du salarié	Taux
18 - 35 ans	75 %
36 - 50 ans	85 %
50 - 65 ans	95 %

Probabilité de survie Données INSEE - tables de mortalité 2020 - 2023

Droits en mois Evalués à partir de la Convention Collective applicable à l'Association, en 1/10^e de mois par année de présence (cf. tableau joint)

Augmentation de salaire 1,80 %

Taux d'actualisation Le taux retenu est de **3,96 %**

Taux de charges sociales **58 %**

Prorata Quote-part des droits acquis au jour de l'évaluation

Age de départ 67 ans (départ à taux pleins)

8.5.2. Synthèse des engagements acquis à ce jour

Les engagements se répartissent comme suit entre chacun des établissements :

- ✓ Convention Collective "Etablissements d'Accueil de Personnes Inadaptées et Handicapées"

- Siège	127 720
- IME Henri Matisse	116 879
- IES Clément Ader	117 917
- IME Rossetti	319 526
- Service RHF	248
- Service EPCH	14 214
- AJPA	971
- Centre de santé	54 420
- MAH	15 365
-« La Maioun » MAS de Vence	23 427

TOTAL	790 688
--------------	----------------

8.6. Engagements prime de présentéisme

Par Décision Unique de l'Employeur signée le 26/10/2021, une prime de présentéisme est versée avec le salaire du mois de juin N+1 ou à la sortie du salarié comptant au moins 3 mois de présence. Le montant de la prime de présentéisme est de 300 euros bruts pour un temps plein (proratisation au temps de travail pour les salariés à temps partiel). La période de référence pour le calcul de la prime s'étend entre le 01 juin N et le 31 mai N+1.

Au 31/12/2025, le montant de la prime 2025-2026 est évalué à **95 604,96 € bruts chargés**.

9. Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Notre association n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153K€.